
Jour de séance 25

le mardi 14 mai 2019

13 h

Prière.

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que M. Austin devrait retirer sa déclaration de député puisque celle-ci accuse à tort M. C. Chiasson d'avoir fait une certaine déclaration le jour de séance précédent. Le président de la Chambre sursoit à statuer.

M. DeSaulniers invoque le Règlement ; il soutient que M^{me} Harris a désigné nommément certains députés au lieu d'employer le nom de leur circonscription ou leur titre. Le président de la Chambre sursoit à statuer.

M. Savoie, du Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires, présente le premier rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 14 mai 2019

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires demande à présenter son premier rapport.

Le comité se réunit à la Chambre de l'Assemblée législative les 9, 10, 11, 12, 16, 17, 18, 23, 24 et 25 avril et les 7, 8 et 10 mai 2019 pour étudier les prévisions budgétaires dont il a été saisi sur résolution de la Chambre adoptée le 29 mars 2019.

Le comité fait rapport qu'il a étudié les questions dont il a été saisi et a adopté les crédits, lesquels sont énumérés dans le rapport ci-joint. Le comité recommande que la Chambre adopte les crédits qu'il a votés.

Le président du comité,
(signature)
Glen Savoie, député

Voici les crédits adoptés par le comité.

**BUDGET PRINCIPAL, 2019-2020
COMPTE ORDINAIRE**

	Votés (\$)
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES	
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	40 197 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	40 150 000
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE	
Services généraux et autres services d'enseignement	57 976 000
Districts scolaires	1 121 881 000
Développement de la petite enfance.....	114 849 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	1 294 659 000
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES	
Administration	7 931 000
Ressources naturelles	79 063 000
Énergie et mines.....	5 853 000
Aménagement des terres	3 724 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	96 524 000
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX	
Services généraux et financement communautaire	1 919 000
Gouvernements locaux.....	137 005 000
Autorisations et conformité.....	7 004 000
Science et protection de l'environnement	3 602 000
Politiques, changements climatiques et participation des Premières nations et du public	2 764 000
Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme ...	327 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	152 574 000
BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF	
Secrétariat du Conseil exécutif.....	2 756 000
Communications gouvernementales	4 301 000
Cabinet du lieutenant-gouverneur	346 000
Direction de l'égalité des femmes.....	3 199 000
Affaires intergouvernementales	2 630 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	13 185 000

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU CONSEIL DU TRÉSOR	
Budget et gestion financière.....	914 000
Gestion des ressources financières.....	10 740 000
Bureau du dirigeant principal des ressources humaines.....	12 398 000
Bureau du chef du service de l'information.....	6 670 000
Bureau du contrôleur.....	3 104 000
Services stratégiques.....	2 099 000
Moins : crédits législatifs.....	47 000
Votés.....	35 878 000
GOUVERNEMENT GÉNÉRAL	
Secrétariat des affaires autochtones.....	3 778 000
Moins : crédits législatifs.....	47 000
Votés.....	3 731 000
Commissions versées aux percepteurs de la taxe sur le pari mutuel.....	350 000
Programme d'égalité d'accès à l'emploi.....	688 000
Régimes de retraite prévus par la loi, accumulation de prestations, subventions et allocations supplémentaires.....	147 970 000
Moins : crédits législatifs.....	170 000
Votés.....	147 800 000
Bureau du greffier, chef des opérations et chef de la fonction publique.....	2 015 000
Régimes de retraite et d'avantages sociaux.....	334 359 000
Moins : crédits législatifs.....	2 000
Votés.....	334 357 000
Provision pour pertes.....	12 200 000
Accords de partage des recettes avec les Premières Nations.....	61 000 000
Services Nouveau-Brunswick.....	179 580 000
Moins : crédits législatifs.....	47 000
Votés.....	179 533 000
Provision pour fonds supplémentaires.....	115 765 000
MINISTÈRE DE LA SANTÉ	
Services ministériels et autres services de santé.....	163 899 000
Assurance-maladie.....	671 880 000
Régimes d'assurance-médicaments.....	205 379 000
Services de santé de la partie III.....	1 762 281 000

Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	2 803 392 000
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET CABINET DU PROCUREUR GÉNÉRAL	
Administration	1 301 000
Procureur général	20 452 000
Services à la justice	25 432 000
Aide juridique	8 552 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	55 690 000
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	
Indemnités des députés, comités et activités	9 137 000
Moins : crédits législatifs	4 272 000
Votés	4 865 000
Bureau de l'Assemblée législative	3 740 000
Bureau du vérificateur général	3 322 000
Bureaux des chefs et des membres des partis	
politiques enregistrés	2 184 000
Moins : crédits législatifs	90 000
Votés	2 094 000
Élections Nouveau-Brunswick	6 560 000
Moins : crédits législatifs	668 000
Votés	5 892 000
Bureau de l'ombud	1 067 000
Bureau du défenseur des enfants, des jeunes et des aînés	1 250 000
Bureau du commissaire aux langues officielles	680 000
Bureau du défenseur du consommateur en matière d'assurances	493 000
Bureau du commissaire à l'intégrité	740 000
CABINET DU PREMIER MINISTRE	
Administration	1 492 000
Moins : crédits législatifs	67 000
Votés	1 425 000
OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK	
Administration et Services de développement des entreprises	15 033 000
Aide financière	25 000 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	39 986 000

AUTRES ORGANISMES	
Entités consolidées	398 274 000
Moins : crédits législatifs	398 274 000
Votés	0
Conseil des premiers ministres de l'Atlantique.....	642 000
Société de l'inclusion économique et sociale.....	2 819 000
Commission du travail et de l'emploi	647 000
Commission de police du Nouveau-Brunswick	368 000
Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick.....	429 000
Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées	298 000
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL	
Travail et services stratégiques	11 015 000
Bibliothèques publiques du N.-B.	15 574 000
Affaires postsecondaires	180 347 000
Apprentissage pour adultes	9 452 000
Développement de l'emploi	13 584 000
Entente Canada – Nouveau-Brunswick sur le développement de la main-d'oeuvre	18 883 000
Développement du marché du travail.....	100 768 000
Croissance démographique	9 547 000
Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes	276 886 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	636 009 000
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Services ministériels	5 702 000
Division de la sécurité communautaire	53 186 000
Division des inspections et de l'application de la loi	124 395 000
Division des initiatives en matière de sécurité et d'urgence	44 172 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	227 408 000
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
Projets et activités de développement	70 090 000
SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	
Service de la dette publique	677 000 000
Moins : crédits législatifs	669 900 000
Votés	7 100 000

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Services généraux et autres	9 880 000
Aînés et soins de longue durée.....	547 011 000
Services de bien-être à l'enfance et de soutien aux personnes ayant un handicap	313 858 000
Sécurité du revenu.....	229 800 000
Services d'habitation.....	91 423 000
Mieux-être.....	5 400 000
Autres prestations.....	37 783 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	1 235 108 000

MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE

Administration	2 656 000
Parcs et attractions	15 393 000
Sports et loisirs.....	6 614 000
Culture, patrimoine et archéologie	16 315 000
Tourisme	12 753 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	53 684 000

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE

Administration	12 860 000
Politiques et affaires législatives	1 190 000
Entretien.....	70 877 000
Entretien pendant l'hiver.....	68 725 000
Construction des ponts et des routes	3 002 000
Groupe des bâtiments.....	132 364 000
Société de voirie du Nouveau-Brunswick	22 482 000
Moins : crédits législatifs	21 647 000
Votés	289 853 000

COMPTE DE CAPITAL**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES**

Biens d'équipement.....	100 000
Infrastructure stratégique	200 000
Votés	300 000

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

Écoles publiques – Biens d'équipement.....	1 599 000
--	-----------

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES	
Amélioration du réseau de drainage de la mine Caribou	325 000
Bassin hydrographique Musquash – Améliorations des biens immobiliers.....	4 000 000
Infrastructure du Sentier NB Trail	750 000
Achat de terrains	1 500 000
Votés	6 575 000
 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX	
Districts de services locaux	1 000 000
 MINISTÈRE DE LA SANTÉ	
Hôpitaux publics – Biens d'équipement	23 000 000
 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL	
Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes Programme d'entretien reporté	2 000 000
 SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
Canada – Nouveau-Brunswick Entente bilatérale intégrée	5 000 000
Canada – Nouveau-Brunswick : Nouveau Fonds Chantiers Canada – Fonds des petites collectivités	4 500 000
Initiative en matière d'infrastructure stratégique	38 300 000
Votés	47 800 000
 MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Services des foyers de soins – Amélioration des biens immobiliers	9 000 000
Services des foyers de soins – Entretien	3 000 000
Votés	12 000 000
 MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE	
Amélioration des installations.....	2 590 000
Infrastructure stratégique	10 355 000
Votés	12 945 000
 MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE	
Ponts.....	43 960 000
Routes	168 550 000
Programme d'amélioration des routes provinciales désignées dans les municipalités.....	10 000 000
Programme fédéral-provincial à frais partagés	52 575 000

Agence de gestion des véhicules.....	14 000 000
Travaux publics et infrastructure	204 292 000
Moins : crédits législatifs	45 053 000
Votés	448 324 000

PRÊTS ET AVANCES

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES

Commission de l'assurance agricole du Nouveau-Brunswick ...	1 600 000
Programmes de prêts.....	9 500 000
Votés	11 100 000

OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK

Aide financière à l'industrie.....	50 000 000
------------------------------------	------------

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL

Avances de prêts aux étudiants	65 000 000
--------------------------------------	------------

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Programme de prêts du Fonds de développement économique et d'innovation pour le nord du Nouveau-Brunswick	4 000 000
Programme de prêt du Fonds de développement économique et d'innovation pour la région de Miramichi	1 000 000
Votés	5 000 000

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Habitation.....	3 224 000
-----------------	-----------

FONDS DE ROULEMENT – SOLDES MAXIMAUX 2019-2020

Votés (\$)

AVANCES – FONDS DE ROULEMENT

Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	1 100 000
Éducation et Développement de la petite enfance.....	350 000
Gouvernement général	100 000
Santé.....	1 225 000
Justice et Cabinet du procureur général	15 000
Développement social	1 900 000
Tourisme, Patrimoine et Culture	500 000
Transports et Infrastructure	3 000 000

Travail sécuritaire NB	
Finances et Conseil du Trésor.....	360 000
Éducation et Développement de la petite enfance	160 000
Santé	515 000
Votés	1 035 000

AVANCES – PETITE CAISSE

Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	24 000
Éducation et Développement de la petite enfance.....	122 000
Développement de l'énergie et des ressources.....	24 000
Environnement et Gouvernements locaux	3 000
Santé.....	2 000
Justice et Cabinet du procureur général	12 000
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	15 000
Sécurité publique	28 000
Développement social.....	24 000
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	100 000
Transports et Infrastructure.....	23 000
Autres (petites avances)	4 000

STOCKS

Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	2 000 000
Développement de l'énergie et des ressources.....	510 000
Santé.....	8 830 000
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	200 000
Sécurité publique	700 000
Développement social.....	100 000
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	400 000
Transports et Infrastructure.....	23 000 000

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.2 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

M. Austin donne avis de motion 53 portant que, le jeudi 20 juin 2019, appuyé par M. DeSaulniers, il proposera ce qui suit :

attendu que le gouvernement est le mieux placé pour appuyer les entreprises du Nouveau-Brunswick, en éliminant les obstacles qui les empêchent de connaître du succès, de croître et de développer leurs activités au Nouveau-Brunswick ;

attendu que le soutien des entreprises au Nouveau-Brunswick doit constituer la priorité absolue étant donné que, comparativement à d'autres provinces, nous n'avons pas la densité de population nécessaire pour soutenir la croissance ;

attendu que, afin que les prix demeurent compétitifs, nous devons avoir au Nouveau-Brunswick de multiples compagnies et usines pour créer une concurrence sur le plan des prix, créant ainsi un marché concurrentiel et non un monopole ;

attendu que les entreprises et les usines du Nouveau-Brunswick généreront un profit et que ce profit sera ensuite réinvesti dans l'économie du Nouveau-Brunswick ;

attendu que l'appui soutenu et les mécanismes adoptés favoriseront la croissance des compagnies actuelles du Nouveau-Brunswick, inciteront de nouvelles compagnies à ouvrir des usines et favoriseront le lancement d'entreprises dans la province, ce qui créera des emplois ;

attendu que la croissance et le développement des activités des compagnies en question favoriseront une croissance de la population, car les gens d'ici et d'ailleurs s'installeront dans la province au lieu d'aller s'installer ailleurs ;

attendu que le gouvernement devrait voir à ce que les ententes de commerce interprovincial en vigueur ne présentent pas de désavantages pour les compagnies du Nouveau-Brunswick ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à entamer le processus d'évaluation de tous les aspects liés aux appels d'offres et aux soumissions ainsi que des règlements applicables aux compagnies du Nouveau-Brunswick et aux nouvelles compagnies qui veulent développer leurs activités au Nouveau-Brunswick afin de s'assurer qu'ils ne nuisent pas à leur succès ni à leur croissance.

M. DeSaulniers donne avis de motion 54 portant que, le jeudi 20 juin 2019, appuyé par M. Austin, il proposera ce qui suit :

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick doit soutenir les pompiers volontaires et les agents de police auxiliaires et récompenser leurs services au moyen d'un crédit d'impôt provincial pour compenser la hausse des frais de déplacement qui résulte de la taxe sur le carbone ;

attendu que les pompiers volontaires et les agents de police auxiliaires aident et servent les collectivités sans obtenir de gain financier ;

attendu que, lorsqu'ils interviennent en situation d'urgence, les pompiers volontaires et les agents de police auxiliaires paient leurs frais de déplacement ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à offrir aux pompiers volontaires et aux agents de police auxiliaires un allègement fiscal semblable à celui que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse offre à ses pompiers volontaires.

La séance, suspendue à 14 h 45, reprend à 14 h 50.

M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le mercredi 15 mai 2019, la deuxième lecture des projets de loi 29, 30, 31, 32 et 33 sera appelée.

M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la deuxième lecture des projets de loi 15, 16 et 17 soit appelée, après quoi la Chambre se formera en Comité plénier pour étudier les projets de loi 13 et 14.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 15, *Loi modifiant la Loi sur les procédures contre la Couronne*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 15 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 15, *Loi modifiant la Loi sur les procédures contre la Couronne*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 16, *Loi modifiant la Loi sur l'organisation judiciaire*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 16 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 16, *Loi modifiant la Loi sur l'organisation judiciaire*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 17, *Loi modifiant la Loi sur les sages-femmes*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 17 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 17, *Loi modifiant la Loi sur les sages-femmes*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

La Chambre se forme en Comité plénier sous la présidence de M^{me} LeBlanc.

Après un certain laps de temps, M. C. Chiasson assume la présidence du comité.

Après un autre laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance. M. C. Chiasson, président du comité, demande au président de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comités et rapporte que le comité lui a enjoint de faire rapport de l'avancement des travaux au sujet du projet de loi suivant :

13, *Loi modifiant la Loi sur la gouvernance locale.*

Le président du comité rapporte aussi que le comité lui a enjoint de demander à présenter un autre rapport.

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

La séance est levée à 18 h.